

Journée des Assistantes Sociales

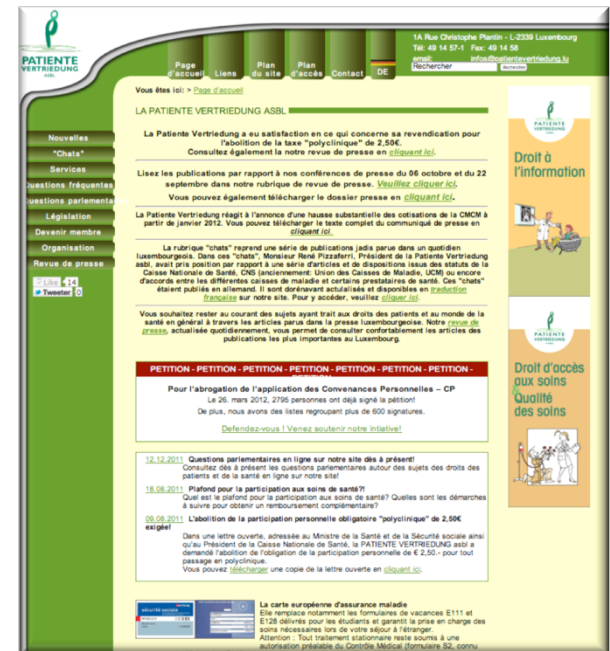
Steve EHMANN

27 mars 2012



Plan de la présentation

- Maladie prolongée (aspect loi du travail / CNS / Sécurité Sociale)



Maladie prolongée

- Références légales ?
 - Code des Assurances Sociales, Livre 1er, Chapitre I, articles 9-16:
Indemnité pécuniaire de maladie
 - Code du travail, Livre 1er, Titre II, Chapitre I, Section 4:
Protection en cas d'incapacité de travail du salarié
- Organismes de contact (références) ?
 - Centre Commun de la Sécurité Sociale:
www.ccss.lu
 - Caisse Nationale de Santé:
www.cns.lu
 - Patiente Verriedung asbl:
www.patienteverriedung.lu
 - Organisations syndicales

Continuation du salaire (ou "*Lohnfortzahlung*") (**LFZ**)

- L'employeur doit maintenir la rémunération de son salarié en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident du travail, et ce, jusqu'à la fin du mois au cours duquel survient le 77^{ème} jour d'incapacité de travail, pendant une période de référence de 12 mois successifs.
- C'est le principe de la "**continuation du salaire**" (ou "*Lohnfortzahlung*") instauré par le statut unique pour salariés, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009.
- A partir du mois suivant le 77^{ème} jour de maladie, la Caisse nationale de Santé prend le relais de l'employeur et indemnise le salarié en cas d'incapacité de travail.
L'employeur ne doit dès lors plus assumer les incapacités du salarié, aussi longtemps que la Caisse nationale de Santé l'indemnise.

Exceptions :

- en cas de cessation du contrat de travail (ex. contrat de travail à durée déterminée ou intérimaire, fin d'un préavis de licenciement), l'employeur est seulement tenu de payer l'indemnité pécuniaire jusqu'à échéance dudit contrat;
- dans ce cas le droit à l'indemnité pécuniaire est maintenu par la Caisse nationale de santé, à condition pourtant que l'assuré ait été affilié pendant une période continue de six mois précédant immédiatement la désaffiliation. (la condition de continuité de l'affiliation ne vient pas à défaillir par une interruption de moins de huit jours).

Durée de continuation du salaire par l'employeur

- L'employeur doit continuer à verser le salaire de son salarié en incapacité de travail jusqu'à la fin du mois au cours duquel survient le 77^{ème} jour d'incapacité de travail du salarié.
- La période de **77 jours** se compte en jours **calendriers** (et non en jours ouvrables) durant lesquels le salarié a été déclaré en incapacité de travail au cours des 12 mois calendrier précédant le mois en cours (période de référence)

Durée de continuation du salaire par l'employeur (*suite*)

- L'employeur **continue** donc la **rémunération**, selon le cas, durant **11 à 15 semaines**.
- En cas de maladie intermittente, la condition des 77 jours est **à vérifier chaque mois**.
- De plus, en cas de **changement d'employeur**, le compteur des 77 jours **repart à 0**.
- La Caisse nationale de santé effectue le décompte cumulatif des incapacités de travail sur base des déclarations mensuelles effectuées par l'employeur ainsi que des certificats médicaux qu'elle a reçus du salarié.
- Elle **prévient l'employeur** lorsqu'il doit cesser ou reprendre le paiement des salaires en cas d'incapacité de travail.
- Il sera toutefois utile de tenir un décompte du nombre de jours de maladie survenus chaque mois au cours des 12 mois précédents.

Principe de calcul pour la période de « continuation du salaire »

Période	Jours de maladie	Jours à comptabiliser	Total
Jan-08	5	5	5
Fev-08	8	8	13
Mar-08	2	2	15
Avr-08	0	0	15
Mai-08	17	17	32
Juin-08	14	14	46
Juil-08	10	10	56
Août-08	2	2	58
Sep-08	1	1	59
Oct-08	0	0	59
Nov-08	9	9	68
Dec-08	8	8	76
Jan-09	15	15	86 ◀
Fev-09	5	0	78 ◀
Mar-09	1	0	76 ◀
Avr-09	0	0	76 ◀
Mai-09	0	0	59 ◀
Juin-09	1	1	46 ◀

Légende

Période de continuation du salaire

Période de prise en charge par la CNS

Principe de calcul pour la période de « continuation du salaire » (*suite*)

Période	Jours de maladie	Jours à comptabiliser	Total
Jan-08	5	5	5
Fev-08	8	8	13
Mar-08	2	2	15
Avr-08	0	0	15
Mai-08	17	17	32
Juin-08	14	14	46
Juil-08	10	10	56
Août-08	2	2	58
Sep-08	1	1	59
Oct-08	0	0	59
Nov-08	9	9	68
Dec-08	8	8	76
Jan-09	15	15	86
Fev-09	5	0	78
Mar-09	1	0	76
Avr-09	0	0	76
Mai-09	0	0	59
Juin-09	1	1	46

Légende

- Période de continuation du salaire
- Période de prise en charge par la CNS

Principe de calcul pour la période de « continuation du salaire » (*suite*)

Période	Jours de maladie	Jours à comptabiliser	Total
Jan-08	5	5	5
Fev-08	8	8	13
Mar-08	2	2	15
Avr-08	0	0	15
Mai-08	17	17	32
Juin-08	14	14	46
Juil-08	10	10	56
Août-08	2	2	58
Sep-08	1	1	59
Oct-08	0	0	59
Nov-08	9	9	68
Dec-08	8	8	76
Jan-09	15	15	86
Fev-09	5	0	78
Mar-09	1	0	76
Avr-09	0	0	76
Mai-09	0	0	59
Juin-09	1	1	46

Légende

Période de continuation du salaire

Période de prise en charge par la CNS

Principe de calcul pour la période de « continuation du salaire » (*suite*)

Période	Jours de maladie	Jours à comptabiliser	Total
Jan-08	5	5	5
Fev-08	8	8	13
Mar-08	2	2	15
Avr-08	0	0	15
Mai-08	17	17	32
Juin-08	14	14	46
Juil-08	10	10	56
Août-08	2	2	58
Sep-08	1	1	59
Oct-08	0	0	59
Nov-08	9	9	68
Dec-08	8	8	76
Jan-09	15	15	86 ◀
Fev-09	5	0	78 ◀
Mar-09	1	0	76 ◀
Avr-09	0	0	76 ◀
Mai-09	0	0	59 ◀
Juin-09	1	1	46 ◀

Légende

◀ Période de continuation du salaire

◀ Période de prise en charge par la CNS

Principe de calcul pour la période de « continuation du salaire » (*suite*)

Période	Jours de maladie	Jours à comptabiliser	Total
Jan-08	5	5	5
Fev-08	8	8	13
Mar-08	2	2	15
Avr-08	0	0	15
Mai-08	17	17	32
Juin-08	14	14	46
Juil-08	10	10	56
Août-08	2	2	58
Sep-08	1	1	59
Oct-08	0	0	59
Nov-08	9	9	68
Dec-08	8	8	76
Jan-09	15	15	86 ◀
Fev-09	5	0	78 ◀
Mar-09	1	0	76 ◀
Avr-09	0	0	76 ◀
Mai-09	0	0	59 ◀
Juin-09	1	1	46 ◀

Légende

◻ Période de continuation du salaire

◻ Période de prise en charge par la CNS

Principe de calcul pour la période de « continuation du salaire » (*suite*)

Période	Jours de maladie	Jours à comptabiliser	Total
Jan-08	5	5	5
Fev-08	8	8	13
Mar-08	2	2	15
Avr-08	0	0	15
Mai-08	17	17	32
Juin-08	14	14	46
Juil-08	10	10	56
Août-08	2	2	58
Sep-08	1	1	59
Oct-08	0	0	59
Nov-08	9	9	68
Dec-08	8	8	76
Jan-09	15	15	86 ◀
Fev-09	5	0	78 ◀
Mar-09	1	0	76 ◀
Avr-09	0	0	76 ◀
Mai-09	0	0	59 ◀
Juin-09	1	1	46 ◀

Légende

◀ Période de continuation du salaire

◀ Période de prise en charge par la CNS

Principe de calcul pour la période de « continuation du salaire » (*suite*)

Période	Jours de maladie	Jours à comptabiliser	Total
Jan-08	5	5	5
Fev-08	8	8	13
Mar-08	2	2	15
Avr-08	0	0	15
Mai-08	17	17	32
Juin-08	14	14	46
Juil-08	10	10	56
Août-08	2	2	58
Sep-08	1	1	59
Oct-08	0	0	59
Nov-08	9	9	68
Dec-08	8	8	76
Jan-09	15	15	86 ◀
Fev-09	5	0	78 ◀
Mar-09	1	0	76 ◀
Avr-09	0	0	76 ◀
Mai-09	0	0	59 ◀
Juin-09	1	1	46 ◀

Légende

◀ Période de continuation du salaire

◀ Période de prise en charge par la CNS

La fin du droit à l'indemnité pécuniaire

- Le droit à l'indemnité pécuniaire est **limité** à un total de **52 semaines** pour une **période de référence de 104 semaines**.
- On ne distingue plus selon la nature de la maladie: **toutes** les périodes d'incapacité de travail personnelle pour cause de maladie, de maladie professionnelle ou d'accident du travail, intervenues au cours de la période de référence qui prend fin la veille d'une nouvelle période d'incapacité de travail sont mises en compte.

La fin du droit à l'indemnité pécuniaire (*suite*)

- Au début de chaque période d'incapacité de travail, il est vérifié pour **chaque jour civil** de cette incapacité si la limite des 52 semaines est atteinte. A cet effet, sont totalisées les périodes d'incapacité de travail personnelle ouvrant droit à l'indemnité pécuniaire au titre de l'assurance maladie **ou** de l'assurance accident. L'indemnité pécuniaire **n'est plus due à partir du jour** où la durée totale des périodes d'incapacité dépasse 52 semaines.
- Dans le cas où le contrôle médical constate une invalidité permanente, le droit à l'indemnité pécuniaire vient à échéance **à la fin du mois de la constatation** par le médecin-conseil.

La fin du droit à l'indemnité pécuniaire (*suite*)

- Dans le cas d'un reclassement professionnel (interne ou externe), le droit à l'indemnité pécuniaire prend fin **le jour de la notification de la décision** par la commission mixte sur le reclassement.

Exception

- Si l'incapacité de travail a perduré pendant 52 semaines au continu et que le salarié a repris son travail, ou était sur le point de le reprendre, la période d'indemnisation peut être étendue si une maladie survient (en principe distincte de celle qui a causée l'octroi de l'indemnité pécuniaire, comme une grippe p.ex.). Toutefois cette continuation n'est assurée que si cette nouvelle incapacité de travail ne dépasse dans la suite pas 14 jours par mois et si, de l'avis du contrôle médical de la sécurité sociale, l'assuré n'est pas atteint d'invalidité permanente ou transitoire.
- **Une demande écrite de l'assuré est indispensable. Sur requête du contrôle médical de la sécurité sociale elle doit être appuyée par un certificat médical détaillé et motivé.**
- La décision afférente est prise sur avis du contrôle médical de la sécurité sociale.

La continuation du salaire (LFZ) par l'employeur

La continuation du salaire par l'employeur ne s'applique qu'à certains types d'incapacité de travail :

- maladie ;
- accident ;
- congé pour raisons familiales ;
- incapacité de travail pendant les 3 premiers mois d'essai ;
- congé d'accompagnement.

Les autres types d'incapacité sont indemnisés à 100 % par la CNS dès le premier jour d'incapacité :

- congé maternité ;
- dispense pour femmes enceintes ou allaitantes ;
- congé d'accueil.

Par ailleurs, seules les périodes d'incapacité de travail pour maladie ou accident (professionnels ou non) ainsi que durant les 3 premiers mois de période d'essai sont comptabilisées dans le calcul des 77 jours de continuation du salaire.

La continuation du salaire (LFZ) par l'employeur

Type d'incapacité de travail	Code CCSS (déclaration mensuelle)	Charge du paiement du salarié	
		Période de continuation de la rémunération	Période d'indemnisation par la caisse
<u>Maladie ou accident non professionnel</u>	1	Employeur	CNS
Accident de travail ou maladie professionnelle	1	Employeur	CNS
Incapacité de travail pendant les 3 premiers mois d'essai	1	Employeur	/
<u>Congé pour raisons familiales</u>	2	Employeur	CNS
<u>Congé de maternité</u>	3		CNS
Dispense de travail pour femmes enceintes ou allaitantes	3		CNS
<u>Congé d'accueil</u>	4		CNS
Congé d'accompagnement	5	Employeur	CNS
Légende			
Périodes non comptabilisées pour les 77 jours de LFZ		Périodes comptabilisées pour les 77 jours de LFZ	

Rémunération du salarié durant l'incapacité de travail:

- Période de continuation du salaire -

- Le salaire à verser au salarié par l'employeur durant la période de continuation de la rémunération comprend :
 - le **salaire intégral** du salarié ;
 - les **autres avantages** :
 - qui figurent dans le contrat de travail, la convention collective ou un règlement intérieur en tant qu'éléments de salaire ;
 - dont le paiement résulte d'un **usage constant** ;
 - ou qui sont liés à des **prestations planifiées** dans le cadre de l'organisation du travail (ex : travail planifié un dimanche ou jour férié).

Les absences pour cause de maladie ou d'accident sont assimilées à des journées de travail effectif.

Les frais remboursés aux salariés ne constituent pas des éléments de salaire. Ils ne sont donc pas versés pendant la maladie.

Rémunération du salarié durant l'incapacité de travail:

- Période d'indemnisation par la CNS -

La CNS prend en charge :

- le **salaire de base le plus élevé du salarié au cours des 3 mois** précédant le début du paiement de l'indemnité pécuniaire par la CNS, c'est-à-dire :
 - la **rémunération** prévue dans le contrat de travail ou la convention collective applicable ;
 - ainsi que les **suppléments** dont l'attribution même dépend de la réalisation de certains aléas ou de certaines conditions, mais dont le montant reste fixe d'un mois à l'autre (ex. : allocation de famille en cas de mariage) ;
- **la moyenne des compléments et accessoires de la rémunération qui font partie des assiettes des 12 mois** qui précédant le mois antérieur à la survenance de l'incapacité de travail.
(Les "compléments et accessoires" sont les éléments de rémunération en espèces qui sont payables mensuellement mais dont le montant est susceptible de variation d'un mois à l'autre (ex. : prime de productivité).)

Sont également prises en charge les indemnités compensatoires pour chômage dû aux intempéries et conjoncturel.

Pour les apprentis, l'indemnité d'apprentissage constitue la base de calcul.

Les indemnités pécuniaires de maladie suivent l'évolution du coût de la vie. Elles ne peuvent être inférieures au salaire social minimum ni dépasser le quintuple du salaire social minimum.

Rémunération du salarié durant l'incapacité de travail:

- Période d'indemnisation par la CNS -

La CNS ne prend pas en charge :

- les heures supplémentaires, même régulièrement prestées avant la période d'incapacité de travail et initialement prévues pendant la période où le salarié est en incapacité de travail ;
- les avantages occasionnels ("gratifications") ;
- les rémunérations en nature (logement de fonction, voiture de service, chèques repas...), dont le salarié continue en principe à bénéficier pendant son congé de maladie.

L'employeur qui maintient la relation de travail après 26 semaines de maladie du salarié doit compléter l'indemnité pécuniaire perçue par le salarié à hauteur de son traitement net durant les 12 premiers mois d'incapacité de travail.

Rémunération du salarié durant l'incapacité de travail:

- Période d'indemnisation par la CNS -

La CNS peut suspendre le versement de l'indemnité :

- si le salarié refuse le contrôle médical sans motif valable ;
- si, sans motif valable, le salarié ne répond pas à la convocation du médecin du travail dans le cadre d'une procédure de reclassement ;
- si le salarié se trouve à l'étranger sans autorisation du contrôle médical ;
- si le salarié est en détention.

Formulaire « R4 » envoyé par la CNS

- En vue d'une **analyse anticipée** de la situation médicale d'une personne se trouvant en longue maladie et **d'aiguiller son dossier** vers la branche de sécurité sociale la mieux adaptée (par exemple une mise en **invalidité** ou un **reclassement** professionnel), un rapport médical circonstancié a été introduit.
- Le formulaire « R4 » Il est **envoyé d'office** par la CNS à l'assuré, si les périodes d'incapacité de travail déclarées atteignent **6 semaines** au cours d'une période de **référence de 16 semaines**. Il est à remplir par le médecin traitant.

Formulaire « R4 » envoyé par la CNS (*suite*)

- L'**indemnité pécuniaire** à charge de la caisse de maladie ne peut prendre cours qu'après le renvoi par l'assuré du rapport médical circonstancié et sur avis du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) constatant une incapacité de travail.
- L'**indemnité pécuniaire** est accordée tant que persiste l'incapacité de travail suivant l'**appréciation du contrôle médical** de la sécurité sociale.

Qui est visé par la « procédure R4 »

- Le **salarié privé** et l'**ouvrier** de l'**Etat** arrêté pour cause de maladie ou d'accident après 6 semaines, suite par exemple à une :
- **maladie aiguë** ;
- maladie **prolongée** ;
- pathologie **chronique** ;
- **invalidité** permanente ou temporaire ;
- incapacité totale ou incapacité de travail pour le **dernier poste d'activité**.

Les agents de la **fonction publique** sont soumis à une autre **procédure**, impliquant une législation et des conditions spécifiques.

Procédure R4

- **Invitation du contrôle médical** à lui retourner un **rapport médical** circonstancié (appelé "formulaire **R4** »):
 - un rapport (le **formulaire R4**) rédigé dans le cadre d'une incapacité de travail prolongée, prévu par la nomenclature des actes et services des médecins ;
 - **tout autre rapport médical circonstancié** adressé au Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) et **accepté** comme tel par celui-ci.
- Ce rapport établi par le médecin traitant du salarié doit **parvenir à la CNS dans les meilleurs délais** et en toute hypothèse **avant la fin de la période** de continuation du salaire par l'employeur. Si le salarié ne retourne pas de rapport médical circonstancié, un **rappel** lui est adressé à la fin de la **8^e semaine** d'incapacité, l'informant sur les conséquences découlant du non-envoi du rapport.

Procédure R4 (*suite*)

- L'**indemnité pécuniaire** de maladie ne sera accordée que sur l'**avis** du **CMSS** ayant reçu le rapport médical circonstancié.
- Si le salarié n'a **pas renvoyé le rapport** circonstancié dans les délais impartis, la CNS lui adressera un courrier précisant que **l'indemnité pécuniaire** ne lui sera **pas accordée**. Elle ne pourra être allouée qu'après réception de ce rapport et sur avis du CMSS constatant au moins une incapacité de travail depuis la fin de la période de continuation de la rémunération par l'employeur.

Décision du CMSS relative à l'incapacité de travail

- Sur base de ce rapport, le CMSS peut convoquer le salarié à un contre-examen médical ou bien statuer directement sur dossier.

1^{re} possibilité : capacité de travail

Si le CMSS constate une capacité de travail, c'est-à-dire que **le salarié n'est plus malade** et que son état de santé ne justifie plus une absence :

- l'avis du CMSS est transmis à la CNS ;
- le salarié est informé par la CNS de la cessation du paiement des indemnités pécuniaires de maladie ;
- il doit reprendre immédiatement le travail ;
- les certificats d'incapacité de travail établis au cours des 12 semaines suivantes ne donneront lieu au paiement d'indemnités pécuniaires de maladie que s'ils se rapportent à un fait médical nouveau, justifié de manière détaillée par le médecin traitant du salarié.

Décision du CMSS relative à l'incapacité de travail (suite)

2^e possibilité : prolongation de l'incapacité de travail

- Si le CMSS constate que **l'incapacité de travail est toujours justifiée**, le CMSS **peut autoriser la continuation du versement** de l'indemnité pécuniaire d'incapacité de travail. Le CMSS réévaluera ensuite la situation du salarié en le convoquant ultérieurement à des examens médicaux.

(Le droit à l'indemnité pécuniaire est limité à un total de 52 semaines sur une période de référence de 104 semaines, que les périodes d'incapacité de travail soient interrompues par des reprises de travail ou non.)

Décision du CMSS relative à l'incapacité de travail (suite)

3^e possibilité : indisponibilité pour le marché de l'emploi (invalidité)

- Le CMSS constate une incapacité de travail pour le marché général de l'emploi. Le salarié est considéré comme atteint d'**invalidité** si, par suite de maladie prolongée, d'infirmité ou d'usure, il a subi une perte de sa capacité de travail telle qu'il ne peut exercer la profession qu'il exerçait ou toute autre occupation correspondant à ses forces et aptitudes. Il peut dans ce cas demander une pension d'invalidité

Décision du CMSS relative à l'incapacité de travail (suite)

4^e possibilité : incapacité pour exercer le dernier poste de travail (reclassement)

- En cas d'incapacité pour occuper le dernier poste de travail, le salarié peut bénéficier de mesures de reclassement afin de favoriser à long terme sa **réinsertion professionnelle**. Ces mesures de reclassement sont prises par la **Commission mixte**.
- **reclassement interne** : reclassement au sein de l'entreprise du secteur privé ou pour le secteur public, reclassement au sein de l'administration ou du service public d'origine de l'agent, éventuellement à un autre poste ou à un autre régime de travail ;
- **reclassement externe** : **reclassement sur le marché du travail**, par le biais d'une inscription du salarié au Service des travailleurs à capacité de travail réduite de l'Administration de l'emploi (**ADEM**).

Questions ou commentaires?

Steve EHMANN

Patiente Verriedung.lu

+352 49 14 57 - 1

Steve.ehmann@patienteverriedung.lu

